

# Dossier Agathe Habyarimana : « Il faut que la justice passe » (V. Duclert)

Alain Gauthier

CPCR, 29 mars 2021

Dans une interview donnée ce lundi 29 mars 2021 sur France Culture, monsieur Vincent DUCLERT, président de la commission qui porte son nom, est revenu sur le dossier d'Agathe KANZIGA/HABYARIMANA [1]. En réponse à une question du journaliste, monsieur DUCLERT répond : « *Lorsque les forces spéciales arrivent après l'attentat pour évacuer les ressortissants (français et autres), la première des choses c'est d'évacuer la veuve HABYARIMANA qui, on le sait, est une extrémiste qui tient le clan du Nord, le Réseau Zéro, qui met en place le génocide.* »

Madame HABYARIMANA et toute sa parentèle seront évacuées dans le premier avion qui part de Kigali. Et monsieur DUCLERT de conclure : « *C'est vrai que là je pense que le Président de la République, Emmanuel MACRON, va rouvrir le dossier de madame HABYARIMA-*

*NA. Cela fait trente ans qu'elle est effectivement avec un statut extrêmement ambigu en France, protégée... Il faut que la justice passe. Au moins que la documentation sur elle soit établie* ».

Ce n'est ni plus ni moins que ce que le CPCR ne cesse de réclamer à la justice française depuis le 13 février 2007, date à laquelle notre association a déposé plainte contre l'épouse du président HABYARIMANA. Pas réellement « rouvrir le dossier » qui n'a jamais été fermé, mais mettre madame HABYARIMANA en examen, clôturer l'instruction et envisager un procès d'assises. A trop attendre, le risque est grand de voir Agathe KANZIGA échapper à la justice. Et il en est de même d'autres personnes visées par des plaintes dont l'âge avancé fait craindre qu'ils ne meurent « innocents » : le colonel SERUBUGA (poursuivi depuis octobre 2000 et âgé de 82 ans), monsieur Manassé BIG-

WENZARE (lui aussi âgé de plus de 80 ans) et d'autres encore dont les plaintes qui les visent datent de plus de 20 ans.

Souhaitons que le Président de la République entende l'appel que lui adresse monsieur Vincent DUCLERT et qu'il mettra tout son poids dans la balance pour que justice soit rendue. Vendredi, l'Elysée avait assuré que la

France poursuivrait « *ses efforts en matière de lutte contre l'impunité des personnes responsables de crimes de génocide* ». Des propos qui ne sont pas nouveaux. Mais on voudrait que parole soit tenue. On a que trop tardé.

**Alain GAUTHIER, président du CPR**